

## Démocratie de contrefaçon

Les Azéris ont élu, ou plutôt réélu, le président Ilham Aliev pour un quatrième mandat. En 2003, ce dictateur a remplacé son père, Heydar Aliev, président de la République soviétique d'Azerbaïdjan dans les années 1970, puis de l'Azerbaïdjan indépendant, dans les années 1990.

Le clan des Aliev a transformé ce pays du Caucase en dictature dynastique. Avec tous les ingrédients des pires autocraties : répression de l'opposition et de la contestation, corruption caractérisée de la tribu présidentielle, score électoraux de plus de 80%...

Ce scrutin vient quelques jours après celui tenu en Égypte pour la réélection du président Sissi. Mais en matière de compétition électorale, Aliev a fait mieux que le maréchal égyptien : alors que Sissi s'est contenté d'un concurrent qui a appelé à voter pour... Sissi, Aliev a engagé plusieurs "adversaires" inconnus dont deux ont appelé à le réélire !

L'audace dont font preuve ces "dictatures électives", que sont certaines "républiques" d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'ex-Union soviétique, scandalise au point de susciter quelque sympathie pour les vrais dictateurs, ceux qui ne jouent pas aux contorsionnistes électoralistes comme le font ces despotes auto-élus. Ceux-ci font preuve, en effet, d'un cynisme écœurant : multipartisme, pluralité des candidatures, semblant de campagne pluraliste et même diversité médiatique pour organiser des scrutins dont les résultats sont préalablement établis !

Outre qu'il s'agit là d'un affront au repère civilisationnel que constitue le vote et d'un déni de maturité civique à l'égard de leurs concitoyens, leur mascarade a aussi un coût. Un coût économique, parce qu'il faut financer une communication totale chargée de noyer toute expression contraire au discours de l'autocrate, parce qu'il faut corrompre un maximum de clientèle politique et parce qu'il faut s'équiper de moyens de répression massifs et dissuasifs ; un coût politique parce que l'affairisme politicien supplante l'engagement militant ; un coup moral parce que la vie politique, au lieu d'instiller la culture de la lutte collective, de la vigilance citoyenne, de la conviction et du débat démocratique dans la société,

y diffuse la pratique de la servilité intéressée et la démotivation fataliste.

Le dictateur traditionnel, lui, a l'avantage de la franchise. Et son peuple, même s'il succombe à la manipulation idéologique et psychologique et cultive la peur du bourreau, ne vit pas de l'illusion de choisir ; le "guide" ne lui cache pas qu'il choisit d'autorité pour lui. Et ce guide ne cherche pas à faire ami-ami avec des dirigeants de grandes démocraties pour goûter à la sensation chimérique d'appartenir à leur univers politique ; il sait qu'ils ne lui reconnaissent aucune proximité civilisationnelle. Il n'y a que le dictateur "élu", le démocrate de bal masqué, pour croire que son mimétisme fait illusion. Et pour ne pas avoir à assumer son fait accompli, il verse dans la "démarche" démocratique : faux concurrents, faux électeurs, faux scores. Avec une propension à l'abus de pouvoir et de triche qui couvre son autorité du plus grand discrédit.

Finalement, la politique fabrique les pires produits de contrefaçon.

**M. H.**